

ARRETE PREFECTORAL PORTANT

AUTORISATION DE LA PRODUCTION et DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE
PAR UN RESEAU PUBLIC : Poste de rechloration branche Sud-Est

MODIFICATION DE L'ARRETE INTERPREFECTORAL du 5 septembre 2006

CONCERNANT l'Institution des Eaux de la Montagne Noire

Le Préfet du Tarn
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre du Mérite,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;

Vu le décret du Président de la République du 24 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 5 septembre 2006, modifié le 8 octobre 2015, portant autorisation d'utilisation d'eau pour la consommation humaine de la prise d'eau dans le barrage des Cammazes, déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux et instaurant les périmètres de protection au profit de l'Institution des Eaux de la Montagne Noire et notamment son article 5 ;

Vu la demande de l'Institution des Eaux de la Montagne Noire (IEMN) en date du 19 septembre 2016 ;

Vu le rapport de la délégation départementale du Tarn de l'Agence Régionale de Santé Occitanie en date du 28 février 2017 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Tarn en date du 19 avril 2017 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral communiqué à l'IEMN le 19 avril 2017 ;

CONSIDERANT

Que la sécurisation qualitative des réseaux est nécessaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Chapitre 1 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 1 : AUTORISATION DE PRODUCTION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

L'IEMN est autorisée à traiter l'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : LOCALISATION DU POSTE DE RECHLORATION

L'ensemble des ouvrages de traitement est situé sur le territoire de la commune de LES CAMMAZES, sur les parcelles cadastrées suivantes :

Nom de la station	Coordonnées (Lambert 93)	N° de parcelle	Section cadastrale
Poste de chloration « branche Sud-Est »	X = 624 973.65 m Y= 6 558 168.21 m Z= 648.73 mNGF	988	OA

Les terrains portant les installations de stockage d'eau potable doivent être et demeurer la propriété de l'IEMN.

ARTICLE 3 : TRAITEMENT DE L'EAU

A l'issue des stations de traitement de Picotalen et des réservoirs d'eau traitée implantés sur le site, une injection de chlore liquide est effectuée en entrée du réservoir « branche Sud-Est ». L'injection est proportionnelle au débit d'eau entrant.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU TRAITEMENT DE L'EAU

Le traitement pourra être adapté afin que la qualité de l'eau produite puis distribuée réponde de façon permanente aux normes applicables.

Toute modification des installations ou des produits utilisés devra être déclarée auprès de la délégation départementale du Tarn de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et fera l'objet d'une demande d'autorisation, conformément au code de la santé publique.

ARTICLE 5 : MODALITES DE LA DISTRIBUTION

L'IEMN est autorisée à distribuer à la population, après traitement, de l'eau destinée à l'alimentation humaine issue des 3 unités de traitement et des postes de chloration dans le respect des modalités suivantes :

- Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.
- Les matériaux entrant en contact avec l'eau ne doivent pas être susceptibles d'en altérer la qualité. Ces matériaux doivent bénéficier d'une attestation de conformité sanitaire.

- Les conduites ou branchements en plomb pouvant exister sur le réseau de distribution de l'eau doivent être recensés et supprimés dans les plus brefs délais afin de respecter les normes concernant le plomb applicables depuis le 25 décembre 2013.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

L'IEMN veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution. L'IEMN est tenue de s'assurer que l'eau, avant distribution, est propre à la consommation humaine et répond aux exigences prévues par le code de la santé publique et les textes réglementaires en vigueur. L'IEMN est tenue de se soumettre aux programmes de vérification de la qualité de l'eau et au contrôle des installations dans les conditions fixées par les réglementations en vigueur. La qualité des eaux devra toujours satisfaire aux prescriptions des articles R1321-1 et suivants du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, l'IEMN est tenue de prévenir la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant.

Tout dépassement des normes de qualité doit faire l'objet d'une enquête pour en rechercher l'origine. En cas de persistance de ces dépassements, les autorisations peuvent être retirées.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRÉLÈVEMENTS ET LE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 7.1 : Prise d'échantillon

Un robinet de prise d'échantillon avant le dispositif de désinfection est installé.

Un robinet de prise d'échantillon de l'eau traitée est installé en sortie du dispositif de traitement, en départ de distribution.

Ces robinets sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti,
- le flambage du robinet,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau ou plaque gravée).

ARTICLE 7.2 : Contrôle des installations

Les agents chargés de l'application du code de la santé publique ont constamment libre accès à toutes les installations. L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à leur disposition le fichier sanitaire.

Chapitre 2 : Dispositions Diverses

ARTICLE 8 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte veille au respect de l'application de cet arrêté.

Tout projet de création ou modification des systèmes actuels de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de l'IEMN devra être déclaré à la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 9 : PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté et de l'affichage au siège de l'IEMN et en mairie des Cammazes pendant **une durée de deux mois**.

ARTICLE 10 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES INSTALLATIONS

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 11 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 12 : MESURES EXÉCUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Castres, le président de l'IEMN, la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, le commandant du groupement de gendarmerie du Tarn, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques et le maire des Cammazes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn, et dont une copie sera tenue à la disposition du public au siège de l'IEMN et à la mairie des Cammazes.

Fait à Albi, le 10 MAI 2017

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Laurent GANDRA-MORENO